

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 04301

Numéro SIREN : 805 211 158

Nom ou dénomination : 4K FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 03/07/2018 sous le numéro de dépôt 27634

4 K FRANCE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 2.000 €

**Siège Social : 118, Rue Paul Doumer
78420 CARRIERES SUR SEINE**

805 211 158 RCS VERSAILLES

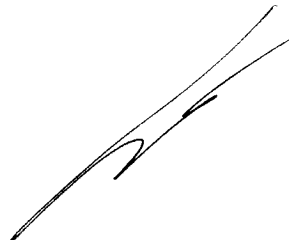


LISTE DES SIEGES

**118 rue Paul Doumer
78420 CARRIERES SUR SEINE**

**14 rue Auguste Bartholdi
78420 CARRIERES SUR SEINE**

Le 4 mai 2018





Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 2.000 €

**Siège Social : 118, Rue Paul Doumer
78420 CARRIERES SUR SEINE**

n° de
dépôt
27634



n° de
gestion

805 211 158 RCS VERSAILLES

- 3 JUIL. 2018

--oOo--

n° de
facture
806266

Quib.

n° de
chrono

19275

DECISIONS PRISES PAR L'ACTIONNAIRE UNIQUE

DU 4 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit, le quatre mai, l'actionnaire unique, Président de la société dénommée « **4 K FRANCE** », Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 2.000 € divisé en 100 actions de 20 € chacune de montant nominal, dont le siège social est 118, Rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE s a rédigé le présent procès-verbal conformément aux statuts de la société.

**Monsieur Marc GERMAIN, actionnaire unique Président,
Propriétaire de 100 actions**

a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'actionnaire unique déclare, que pour des raisons personnelles, il a décidé de céder 45 actions sur les 100 actions qu'il possède dans le capital de la société et d'agréer comme nouveaux actionnaires, à raison de 5 actions chacun :

- Madame Chooi Har CHANG demeurant : 8 rue Rouget de Lisle 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE.
- Monsieur Aris ANDRIANALY demeurant : 12 rue Michael Winbrun 92400 COURBEVOIE.
- Monsieur Alexandre BOURGUIGNON demeurant : 11 rue de Lizy 77470 TRILPORT.
- Monsieur Khalid CHEHAB demeurant : 109 avenue du Général de Gaulle 78500 SARTROUVILLE.
- Monsieur Alain FISCHER demeurant : 47 avenue de Rouen 27200 VERNON.
- Monsieur Alain HEULINE demeurant : 62bis rue du Château 92250 LA GARENNE COLOMBES.
- Madame Narjes RAZGALLAH demeurant : 84 Résidence Sainte Claire 78170 LA CELLE SAINT CLOUD.

M6

- Monsieur Wanxi YANG demeurant 8 rue des Eparges 78800 HOUILLES.
- Monsieur Zonglin YANG demeurant : 63 rue de Lagny 75020 PARIS

En conséquence, les articles 6 et 7 seront modifiés.

DEUXIEME DECISION

L'actionnaire unique décide de transférer, à compter du 4 mai 2018, le siège social précédemment fixé :

118, rue Paul Doumer
78420 CARRIERES SUR SEINE
au
14, rue Auguste Bartholdi
78420 CARRIERES SUR SEINE

En conséquence, l'article 3 des statuts sera modifié.

TROISIEME DECISION

L'actionnaire unique décide de modifier l'objet social en supprimant celui existant et en le remplaçant par :

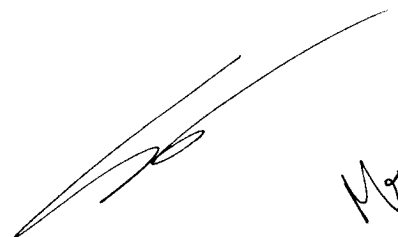
- L'installation et l'exploitation dans les établissements pénitenciers, les établissements scolaires, les établissements de soins, les plateformes pétrolières, les centres de vacances, l'hôtellerie, l'hôtellerie de plein air, d'équipements de divertissement et de services (PC, Tablettes, TV , Smartphone, ...) ainsi que des équipements nécessaires à la gestion de l'utilisation par des personnes résidant dans les établissements sus cités ;
- Distribution et exploitation de solutions de paiement à distance ;
- Distribution et exploitation d'applications pour smartphone ;
- Distribution et exploitation de solutions domotiques.

L'article 4 des statuts sera modifié en conséquence.

QUATRIEME DECISION

L'actionnaire unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

L'ordre du jour étant épuisé, de tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'actionnaire unique.



4K FRANCE

Société par Actions Simplifiée

au capital de 2.000 €

Siège social :

**14, rue Auguste Bartholdi
78420 CARRIERES SUR SEINE**

STATUTS

Mis à jour le 4 mai 2018

(Modification articles 3, 4, 6 et 7)

Les soussignés :**Monsieur Marc, François, Alain GERMAIN**

Né le 11/09/1964 à CAEN (14)

De nationalité française

Divorcé

Demeurant : 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE

Madame Chooi Har CHANG

Née le 07/12/1962 à SELANGOR (Malaisie)

Mariée

demeurant : 8 rue Rouget de Lisle 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Monsieur Aris ANDRIANALY

Né le 23/07/1962 à TANANARIVE (Madagascar)

Célibataire

demeurant : 12 rue Michael Winbrun 92400 COURBEVOIE

Monsieur Alexandre BOURGUIGNON

Né le 01/01/1968 à CHATEAU THIERRY (02)

Marié

demeurant : 11 rue de Lizy 77470 TRILPORT

Monsieur Khalid CHEHAB

Né le 29/06/1976 à DREUX (28)

Marié

demeurant : 109 avenue du Général de Gaulle 78500 SARTROUVILLE

Monsieur Alain FISCHER

Né le 25/11/1962 à CRETEIL (94)

Célibataire

demeurant : 47 avenue de Rouen 27200 VERNON

Monsieur Alain HEULINE

Né le 05/06/1959 à AMBOISE (37)

Célibataire

demeurant : 62bis rue du Château 92250 LA GARENNE COLOMBES

Madame Narjes RAZGALLAH

Né le 14/05/1970 à RENNES (35)

Célibataire

demeurant : 84 Résidence Sainte Claire 78170 LA CELLE SAINT CLOUD

Monsieur Wanxi YANG

Né le 28/04/1956 à WUHAN PROVINCE DE HUBEI (CHINE)

Marié

demeurant 8 rue des Eparges 78800 HOUILLES

Monsieur Zonglin YANG

Né le 19/05/1969 à ZHEJIANG (CHINE)

Marié

demeurant : 63 rue de Lagny 75020 PARIS

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle



TITRE I **FORME - DENOMINATION - SIEGE**

OBJET - DUREE

Article 1- FORME

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles 227-1 et suivants, et 244-1 et suivants du code de commerce et leurs textes d'application ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire appel publiquement à l'épargne.

Article 2- DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **4K FRANCE**

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

Article 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **14 rue Auguste Bartholdi 78420 CARRIERES SUR SEINE**

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 4 - OBJET

La société a pour objet:

- L'installation et l'exploitation dans les établissements pénitenciers, les établissements scolaires, les établissements de soins, les plateformes pétrolières, les centres de vacances, l'hôtellerie, l'hôtellerie de plein air, d'équipements de divertissement et de services (PC, Tablettes, TV , Smartphone, ...) ainsi que des équipements nécessaires à la gestion de l'utilisation par des personnes résidant dans les établissements sus cités ;
- Distribution et exploitation de solutions de paiement à distance ;
- Distribution et exploitation d'applications pour smartphone ;
- Distribution et exploitation de solutions domotiques.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.



Article 5 – DUREE

La société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS – COMPTES COURANTS – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Article 6 - APPORTS

Les soussignés ont fait les apports suivants :

Monsieur Marc GERMAIN	55 actions à 20 € = 1.100 €
Madame Chooi Har CHANG	5 actions à 20 € = 100 €
Monsieur Aris ANDRIANALY	5 actions à 20 € = 100 €
Monsieur Alexandre BOURGUIGNON	5 actions à 20 € = 100 €
Monsieur Khalid CHEHAB	5 actions à 20 € = 100 €
Monsieur Alain FISCHER	5 actions à 20 € = 100 €
Monsieur Alain HEULINE	5 actions à 20 € = 100 €
Madame Narjes RAZGALLAH	5 actions à 20 € = 100 €
Monsieur Wanxi YANG	5 actions à 20 € = 100 €
Monsieur Zonglin YANG	5 actions à 20 € = 100 €
Soit	<u>2.000 €</u>

Article 7- CAPITAL SOCIAL

Compte tenu de l'apport initial et de la cession d'actions du 04/05/2018, la répartition des apports s'effectue ainsi qu'il suit :

- Monsieur Marc GERMAIN.....	55 actions
- Madame Chooi Har CHANG	5 actions
- Monsieur Aris ANDRIANALY	5 actions
- Monsieur Alexandre BOURGUIGNON.....	5 actions
- Monsieur Khalid CHEHAB.....	5 actions
- Monsieur Alain FISCHER.....	5 actions
- Monsieur Alain HEULINE.....	5 actions
- Madame Narjes RAZGALLAH.....	5 actions
- Monsieur Wanxi YANG.....	5 actions
- Monsieur Zonglin YANG.....	<u>5 actions</u>

Total du nombre d'actions composant

le capital social.....100 actions

Article 8 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 9 – FORME, NEGOCIABILITE, INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS

Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

L'usufruitier et le nu-propiétaire ont le droit d'assister à toutes les assemblées d'actionnaires. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires et dans les assemblées spéciales.

Article 10 – TRANSMISSION DES ACTIONS

L'admission de tout nouvel actionnaire est subordonnée à l'agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des 2/3 des droits de vote.

Par cession, il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

La demande d'agrément indique les nom, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'a agréé pas le cessionnaire proposé, l'assemblée générale est tenue, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 11 – EXCLUSION D'UN ACTIONNAIRE

L'exclusion d'un actionnaire pourra s'effectuer par une décision extraordinaire prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, dûment motivée, basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société représentant au minimum les 2/3 des droits de vote.

La décision enjoindra cet actionnaire de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'actionnaire exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'actionnaire susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, et ce, afin qu'il puisse présenter aux autres actionnaires les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des actionnaires.

M/G

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'actionnaire exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Article 12– RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Article 13 – COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des actionnaires prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le président ou les actionnaires.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 14 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou personne morale associée ou non associée de la Société.

Le Président, personne morale, est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le Président est désigné par décision collective des associés.

Le premier Président nommé par les fondateurs est :

Monsieur Marc GERMAIN, né le 11/09/1964 à CAEN (14)
Demeurant : 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE

qui accepte.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut résilier ses fonctions à tout moment à charge pour lui d'en informer les associés.

116

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Le président est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des actions. Toute clause contraire est réputée non écrite.

Le Président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 15 – COMPETENCE DES ACTIONNAIRES

Les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires.

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à l'unanimité

Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales.

- Décisions prises à la majorité des 2/3 des voix des actionnaires de la Société

- Dissolution et liquidation de la société.
- Augmentation et réduction du capital.
- Fusion, scission et apport partiel d'actif.
- Agrément des cessions d'actions.
- Exclusion d'un actionnaire

- Décisions prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats.
- Nomination et révocation du Président.
- Nomination des commissaires aux comptes.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Article 16 – MODALITES DE CONSULTATION DES ASSOCIES

Les décisions collectives des associés sont prises, sur consultation du Président, par l'établissement d'un procès-verbal de décision signé par tous les associés. Le procès-verbal de la décision mentionne la communication préalable des documents et informations relatifs à la décision.

Sous réserve des dispositions impératives de la loi, les décisions collectives sont adoptées à la majorité simple.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quote-part du capital qu'elles représentent.

Article 17 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent, à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

M/5

TITRE V

EXERCICE SOCIAL CONTROLE ET APPROBATION DES COMPTES

AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Article 1 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 31 décembre 2015.

Article 19 - CONTROLE DES COMPTES

Les associés désignent, pour la durée, dans les conditions et avec les missions prévues par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Article 20- APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 21- AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

M/G

TITRE VI

ENREGISTREMENT – TIMBRE – FRAIS

Enregistrement

Conformément aux dispositions de l'article 635-1 1^{er} et 5^{ème} du Code Général des Impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

Timbre

Le présent acte est exonéré de droit de timbres en vertu des dispositions de l'article 902-3-14° du Code Général des Impôts.

Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la société, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice.

En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par les actionnaires ou l'un d'entre eux.

TITRE VII

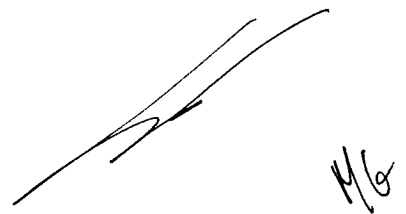
LIQUIDATION DE LA SOCIETE - CONTESTATIONS

Article 22 - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, une décision collective des associés décide du mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 23 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a long horizontal stroke. To the right of the signature are the initials 'M/G' written in a similar style.